

TEXTE D'ANALYSE
N°5/2024

ALICE NUCCI

PUBLICATION SUR LE SITE
WEB :
AUTOMNE 2024

AUTRICE :
ALICE NUCCI
CHARGÉE DE PROJET
Université des femmes

LE GENRE ET LES VIOLENCES
CONJUGALES : IMPENSÉES DE LA LUTTE
CONTRE LE MAL-LOGEMENT

Si les pouvoirs publics disposent d'une politique d'accueil d'urgence pour les sans-abris, déjà largement insuffisante, elle est rarement adaptée aux besoins des femmes victimes de violences intra-familiales. Dans cette analyse, l'autrice présente les spécificités de ces femmes en quête de refuge et propose de nombreuses pistes visant à transformer le logement en levier d'émancipation pour les victimes de violences conjugales.

Partir ou mourir

Les violences conjugales (VC) sont une réalité effrayante qui pousse de nombreuses femmes à fuir leur foyer, souvent au péril de leur vie et celles de leurs enfants quand elles en ont. Le foyer, qui est supposé être un lieu sécurisé et un refuge, devient pour elles une source de terreur. En quittant un domicile où elles subissent des violences physiques, psychologiques, économiques et administratives, elles se retrouvent confrontées à une nouvelle menace : la difficulté de trouver un nouveau toit et dans le pire des cas le sans-abrisme¹.

Pour ces femmes, l'accès à un logement sécurisé n'est pas seulement une question d'hébergement, c'est un passage essentiel vers l'autonomie. Les violences économiques rendent cette quête encore plus complexe. En effet, dans de nombreux cas, le logement appartient au conjoint, obligeant les femmes à le quitter et à se retrouver sans ressources. Les inégalités salariales, les difficultés d'accès à des emplois valorisants et les autres discriminations liées au

genre renforcent encore cette précarité². Pour les femmes avec enfants, la situation est d'autant plus difficile : les coûts élevés des loyers et les salaires qui ne suivent pas³ dans les grandes villes rendent l'accès à un foyer indépendant presque impossible. D'autant que le manque de solutions alternatives est criant et oblige les femmes à rester sous l'emprise et les coups de leur bourreau plutôt que de prendre le risque de subir les violences de la rue et d'infliger cela à leurs enfants.

Alors que les politiques publiques du logement ignorent souvent les spécificités liées au genre, il est urgent d'adopter une approche féministe pour faire du logement un outil d'autonomie et d'émancipation pour les femmes victimes de violences.

Quel accueil pour les femmes en quête d'un refuge ?

Le premier interlocuteur dans ces situations de crise est souvent le Samu social, mais il est impératif que ces équipes soient formées pour pouvoir orienter correctement les femmes vers des structures spécialisées dans la prise en charge des victimes de VC. Malheureusement, même quand elles sont bien dirigées, la réalité actuelle révèle une pénurie de places dans les centres d'accueil. Et d'une inadaptation des centres d'hébergements non spécialisés aux situations de vulnérabilité des femmes victimes de VC⁴.

Les femmes qui osent franchir les portes des centres d'hébergement d'urgence ne s'y attardent jamais très longtemps. Ces centres, qu'ils soient mixtes ou exclusivement réservés aux femmes, ne répondent pas à leurs besoins. Dans les centres mixtes, occupés en majorité par des hommes (90 % dans les centres de nuit ou au Samu social), les femmes victimes de violences conjugales se retrouvent souvent dans des environnements insécurisants. Les centres réservés aux femmes ne sont pas toujours mieux adaptés, car le personnel n'est pas systématiquement formé aux spécificités des VC.

Plusieurs pistes se dessinent déjà pour repenser l'accueil des femmes victimes de violences conjugales dans les dispositifs d'hébergement. Il est notamment crucial de créer davantage de centres non-mixtes, d'offrir une formation spécialisée aux équipes sociales et de penser le travail social en lien direct avec les enjeux spécifiques des violences faites aux femmes. La

prise en charge doit être holistique⁵ et adaptée aux besoins de chaque femme, en reconnaissant la gravité et la complexité de leur parcours⁶. Certains centres d'accueil vont déjà dans ce sens en pensant le lien entre VC et accueil.

C'est notamment le cas du CPVCF (Centre de prévention des violences conjugales et familiales) qui pratique un accueil inconditionnel, y compris pour les enfants. Ce centre offre un soutien essentiel aux femmes, prenant en compte leur extrême vulnérabilité et surtout leur besoin de sécurité. Ce qui est fondamental dans ce type de structures, c'est l'adoption d'une grille de lecture féministe des situations : croire la parole des victimes et ne jamais dénigrer leur récit. Le centre Circé est aussi un modèle d'accueil de jour inconditionnel qui offre un lieu sécurisant pour les femmes en situation de grande précarité et, pour la plupart, victimes de violences. Le centre Circé souhaiterait d'ailleurs, en complément de l'accueil de jour, pouvoir offrir des séjours prolongés, afin de permettre aux femmes de se reconstruire sur le long terme.

Logements sociaux : une solution ?

Une loi impose que 3 %⁷ des logements sociaux bruxellois soient réservés aux femmes victimes de violences conjugales. Mais dans les faits, pour en bénéficier, ces femmes doivent d'abord passer par le secteur de l'aide aux sans-abris, ce qui constitue un exemple de violence institutionnelle. Une femme ayant le courage de quitter son agresseur doit en effet devenir sans-abri pour bénéficier de ce droit et « prouver » qu'elle est véritablement victime de violences conjugales. Cela perpétue l'idée que les femmes ne sont pas crues. Cela a d'ailleurs servi d'argument en défaveur de la loi évoquée plus haut, certains évoquant la crainte que, si cette option était offerte, des femmes pourraient prétendre être victimes de violences conjugales⁸.

Il est donc essentiel d'investir dans le logement social. En principe, il offre un cadre stable et sécurisé où les femmes peuvent se reconstruire. Il permet également de lutter contre les discriminations au logement, notamment celles où se croisent discriminations de genre et précarité économique : *« l'accès à des logements public est bel et bien un facilitateur d'inclusion car le loyer modéré (un loyer juste, devrait-on dire !) encourage et permet un investissement réel de leur logement par les locataires⁹ »*. Cet accès au logement est nécessaire

pour la reconstruction de la victime en lui donnant un espace à soi limitant les impacts sur sa santé mentale¹⁰.

Les communes ont un rôle clé à jouer dans cette lutte. En plus de gérer l'aménagement de l'espace, elles peuvent mettre en place des programmes de rénovation de logements vacants, en les destinant à des fins sociales. Une partie de ces logements devrait être réservée aux femmes victimes de violences, garantissant ainsi leur sécurité et leur confidentialité. Les communes doivent également développer des procédures pour garantir la sécurité des femmes victimes de violences conjugales. Cela passe par la création de plus de logements dignes et abordables, ainsi que par la transformation d'une partie du parc de logements sociaux en hébergements d'urgence. Pour se faire une possibilité serait d'imposer des quotas de logements sociaux dans les grands projets immobiliers privés.

Pour un réseau public-associatif ambitieux

Une collaboration étroite entre les associations de terrain et les pouvoirs publics est essentielle. Aujourd'hui, le manque de coordination entre ces acteur·ices aggrave la précarité des femmes. Les associations de terrain jouent un rôle fondamental dans l'accompagnement des victimes, mais elles manquent souvent de financements et de soutien institutionnel. Ancrées dans la vie de quartier, elles favorisent une plus grande cohésion sociale et permettent de recueillir directement l'avis des habitant·es sur les aménagements urbains. Cela renforce aussi l'implication citoyenne dans la vie politique locale.

À l'échelon d'une commune, la création d'un réseau public-associatif peut donc jouer un rôle clé. Des modèles adaptés existent, d'ailleurs, comme le DPO¹¹ :

- **Détection** : Identifier les victimes de violences conjugales, qu'elles soient seules ou accompagnées d'enfants, tout en tenant compte de leur profil.
- **Prise en charge** : Orienter les victimes vers les associations en fonction de leurs besoins spécifiques.
- **Orientation et accompagnement** : proposer des solutions matérielles telles que l'accès à un logement, des vêtements, du matériel scolaire, une inscription à l'école, une aide

pour trouver un emploi ou un soutien financier... Cela s'inscrirait dans une politique d'insertion communautaire plus large, visant à faciliter l'intégration des victimes dans la commune.

Concrètement, ce réseau pourrait se construire autour d'une série de points d'attention déjà évoqués ou qui sont connus par le secteur des VC et les pouvoirs publics¹² :

- Création de partenariat avec la mise en place de comité regroupant les acteur·ices locaux : représentants des associations, Samu social, CPAS, police de quartier, autorités communales pour échanger les informations.
- Encourager la communication entre pouvoirs communaux et associations de terrain en organisant des rencontres régulières pour faciliter les échanges.
- Relier les services entre eux et notamment dans leur communication vis-à-vis des personnes concernées pour que la victime ne soit pas obligée de chercher des solutions elle-même. L'objectif est de minimiser leurs démarches.
- Former les différents acteur·ices du réseau aux violences conjugales et intrafamiliales.
- Sensibiliser les habitant·es du quartier aux VC : organiser des événements locaux et des campagnes de sensibilisation pour encourager les résidents à identifier et signaler les violences, tout en offrant des ressources claires.
- Collaborer spécifiquement avec les maisons médicales des communes.
- Développer des programmes de réinsertion pour les victimes : aide à l'emploi, soutien scolaire, aide financière afin d'assurer que les victimes puissent se construire durablement.

Conclusion

Ce qui ressort de toutes les études et analyses sur le sujet, c'est que l'accès à un logement sécurisé et abordable doit être une priorité dans les politiques de lutte contre les violences faites aux femmes. Offrir un logement aux victimes de violences intrafamiliales est non seulement un acte de protection, mais aussi un acte d'émancipation. Cela leur permet de se reconstruire, de retrouver leur autonomie et de redonner à leurs enfants une vie digne.

Les pouvoirs publics doivent prendre des mesures concrètes pour soutenir ces femmes, que ce soit à travers des politiques de logements sociaux, la formation des professionnel·les ou le développement de réseaux d'accompagnement solides. Pour que le foyer puisse devenir un levier égalitaire, et non un lieu de violence.

Notes

¹ Le nombre précis de femmes sans-abris est difficile à définir, les données manquent... On peut consulter à ce sujet Collectif, *Sans-abrisme au féminin : sortir de l'invisibilité*, L'Ilôt, 2022, p. 20 et suivantes.

² Sur toutes ces difficultés, on peut consulter Collectif, *Se réparer, se reconstruire, des violences conjugales. Ce que les femmes en disent*, Vie féminine, 2022.

³ Voir par exemple à ce sujet l'infographie de Médor, « Bruxelles Rentière » : <https://bxl-rentiere.medor.coop/>.

⁴ Ces observations résultent d'une journée d'étude organisée par l'Université des femmes, en partenariat avec la Maison Amazone, qui s'est tenue le 20 septembre 2024 sur le thème du logement. Lors de cette journée, plusieurs intervenantes ont pris la parole, dont Ariana Dierickx directrice de l'ASBL L'Ilôt, Gertraud Langwiesner chargée de mission au CPCVF, ainsi que quatre expertes du vécu. Sauf mentions contraires, les chiffres et constats abordés dans cet article, proviennent des échanges tenus au cours de cette rencontre.

⁵ C'est-à-dire prendre le problème dans sa globalité.

⁶ Ces propos se retrouvent parmi les revendications du secteur associatif spécialisé dans la lutte contre les VC notamment dans le rapport d'activité du CPVF (disponible ici : <https://www.cpvf.org/wp-content/uploads/rapport-dactivite-2021-approuve.pdf>.) Il est également partagé au sein du projet ReZone Midi #VIF qui vise à mieux prévenir et lutter contre les Violences intrafamiliales (VIF). Il regroupe cinq partenaires : les communes d'Anderlecht, Forest et Saint-Gilles (via leurs services de prévention), la zone de police Midi (service Eva) et l'Université des femmes.

⁷ Collectif, *Inégalités de genre dans l'habitat en Région de Bruxelles-Capitale*, Bruxelles logement, 2023, p. 4.

⁸ Comme l'a indiqué Ariane Dierickx, lors de la journée évoquée plus haut.

⁹ R. Herla, « Attribution et gestion des logements publics : Pour une valorisation des savoirs des travailleurs sociaux et de l'expérience des premiers concernés », CVFE, 2016.

¹⁰ Collectif, *Se réparer, se reconstruire, des violences conjugales*, op. cit., p.29.

¹¹ S. Goosse, « DPO : Un outil pour combattre les violences intra-familiales », Cocof, 2022.

¹² Pour aller plus loin dans les pistes voir ce qui se trouvent dans le rapport d'activité de l'Ilôt de 2023 : <https://ilot.be/raison-mission-et-valeurs/>.

Bibliographie

Collectif, *Inégalités de genre dans l'habitat en Région de Bruxelles-Capitale*, Bruxelles logement, 2023, disponible ici : https://logement.brussels/wp-content/uploads/2023/12/SPRB_BLGuide_genre_logement_FR_web.pdf.

Collectif, *Sans-abrisme au féminin : sortir de l'invisibilité*, L'Ilot, 2022, disponible ici : <https://www.calameo.com/read/0066237050a5b904e4e13>.

Collectif, *Se réparer, se reconstruire, des violences conjugales. Ce que les femmes en disent*, Vie féminine, 2022, disponible ici : https://www.viefeminine.be/IMG/pdf/etude_2022_-_se_re_parer_se_reconstruire_apre_s_des_violences_conjugales_ce_que_les_femmes_en_disent.pdf.

S. Goosse, « DPO : Un outil pour combattre les violences intra-familiales », Cocof, 2022, disponible ici : <https://discriminons-nous.ccf.brussels/25-novembre-dpo-un-outil-pour-combattre-les-violences-intra-familiales/>.

R. Herla, « Attribution et gestion des logements publics : Pour une valorisation des savoirs des travailleurs sociaux et de l'expérience des premiers concernés », CVFE, 2016, disponible ici : <https://www.cvfe.be/publications/analyses/109-attribution-et-gestion-des-logements-publics-pour-une-valorisation-des-savoirs-des-travailleurs-sociaux-et-de-l-experience-des-premiers-concernes>.